



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 12 décembre 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
12 décembre 2024
n° 43 / 8064^e
pages 2105 à 2160



Version numérique incluse*



322443



9 782993 224434

ÉDITORIAL

2105 Le droit comme farce. Suite, *Michel Vivant*

ACTUALITÉS

2109 Vente (enchères publiques) : erreur du vendeur sur les qualités substantielles
2114 Compétence européenne (logiciel) : développement pour un client d'un autre État

POINT DE VUE

2115 L'intelligence artificielle, le juge européen et les « données de santé » :
quelles limites à la qualification par inférence ?, *Francis Megerlin et Erwan Pinilla*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :

2122 Première chambre civile, *Éloi Buat-Ménard, Sonia Lion, Charlotte de Cabarrus, Agnès Daniel et Stéphanie Robin-Raschel*
2128 Deuxième chambre civile, *Françoise Jollec, Claire Bohnert, Samuel Ittah, Xavier Pradel, Carine Dudit et Matthieu Labaune-Kiss*
2137 **Panorama :** Concurrence interdite – Concurrence déloyale et parasitisme, *Centre de droit économique et du développement Yves Serra (EA n° 4216)*
2149 **Notes :** Sous-cautionnement et effet interruptif de la prescription attaché à la déclaration de créance de la caution au passif du débiteur principal, *note sous Com. 9 oct. 2024, David Sindres*
2153 Jusqu'à leur conversion, les obligations convertibles en actions sont des obligations ayant la nature de titre de créance, *note sous Com. 18 sept. 2024, Pauline Pailler*
2156 Conditions de conformité à l'ordre public international de procédure d'un rejet de demande de production de pièces par un tribunal arbitral, *note sous Civ. 1^{re}, 18 sept. 2024, Philippine Blajan*

ENTRETIEN

2160 Vincent Rivollier – Le Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH
CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE
DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER
RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maëlle HARSCOUEÛT DE KERAUEL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)
Laurence BREUZÉ-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1 064,90 € TTC

Étranger : 1 109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Décembre 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

2105

Le droit comme farce. Suite.

ACTUALITÉS

2108 DROIT DES AFFAIRES

Consommation
Pratique commerciale déloyale (notion
de produit) : vente au prix de l'évaluation,
CJUE 5 déc. 2024

2108 DROIT CIVIL

Bien-Propriété
Servitude de passage (canalisation de gaz) :
déclaration d'utilité publique,
Civ. 3^e, 28 nov. 2024
Contrat-Responsabilité-Assurance
Vente (enchères publiques) : erreur
du vendeur sur les qualités substantielles,
Civ. 1^{er}, 4 déc. 2024
Accident automobile (recours subrogatoire) :
exclusion du forfait hospitalier,
Civ. 2^e, 28 nov. 2024
Préjudice (réparation intégrale) :
pas de contrôle de l'utilisation des fonds,
Civ. 2^e, 28 nov. 2024

2110 DROIT IMMOBILIER

Bail
Bail rural (renouvellement) : améliorations
irrégulièrement apportées,
Civ. 3^e, 28 nov. 2024

2111 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale
Douanes (droit de visite) : inconstitutionnalité
et défaut de conventionnalité, *Crim. 4 déc. 2024*

2112 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail
Télétravail (Covid-19) : attribution d'une prime
de pouvoir d'achat, *Soc. 4 déc. 2024*
Travail dissimulé (intention) : logement
de fonction gratuit, *Soc. 4 déc. 2024*
Inaptitude du salarié (reclassement) :
manquement de l'employeur, *Soc. 4 déc. 2024*
Journaliste (rupture du contrat) : mise en œuvre
de la clause de cession, *Soc. 4 déc. 2024*
Alsace-Moselle (absence du salarié) : garantie
de maintien de salaire, *Soc. 4 déc. 2024*
Salaire (demande de rappel) : application
de la prescription triennale, *Soc. 4 déc. 2024*
Sécurité sociale
Cotisations sociales (paiement) : portée
de l'attestation de vigilance, *Civ. 2^e, 5 déc. 2024*

2114 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile
Compétence européenne (logiciel) :
développement pour un client d'un autre État,
CJUE 28 nov. 2024

Le prochain numéro du Recueil
paraîtra le 26 décembre 2024



2115

L'intelligence artificielle, le juge européen et les « données de santé » : quelles limites à la qualification par inférence ?
par Francis Megerlin et Erwan Pinilla



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

2118

L'application dans le temps des nouveaux textes sur l'obligation d'information de la caution
par Antoine Gouézel

CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

2122

Première chambre civile
par Éloi Buat-Ménard, Sonia Lion,
Charlotte de Cabarrus, Agnès Daniel
et Stéphanie Robin-Raschel

2128

Deuxième chambre civile
par Françoise Jollec, Claire Bohnert,
Samuel Ittah, Xavier Pradel, Carine Dudit
et Matthieu Labaune-Kiss

PANORAMA

2137

Concurrence interdite –
Concurrence déloyale et parasitisme
septembre 2023 – octobre 2024
par le Centre de droit économique
et du développement Yves Serra (EA n° 4216)

NOTES

2149

Sous-cautionnement et effet interruptif de la prescription
attaché à la déclaration de créance de la caution au passif
du débiteur principal, *note sous Com. 9 oct. 2024*
par David Sindres

2153

Jusqu'à leur conversion, les obligations convertibles
en actions sont des obligations ayant la nature
de titre de créance, *note sous Com. 18 sept. 2024*
par Pauline Pailler

2156

Conditions de conformité à l'ordre public
international de procédure d'un rejet de demande
de production de pièces par un tribunal arbitral,
note sous Civ. 1^{re}, 18 sept. 2024
par Philippine Blajan



2160

Vincent Rivollier –
Le Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr



QUESTION D'ACTUALITÉ
**RÈGLEMENT LISTING ACT :
MODIFICATION
DES RÈGLEMENTS ABUS
DE MARCHÉ ET PROSPECTUS**

Le Listing Act vise à renforcer l'attractivité des marchés financiers en allégeant les obligations des émetteurs.

28



www.efl.fr



À LA UNE

Entreprise en difficulté - Seul le représentant permanent de la société dirigeante peut être condamné en comblement de passif

8

Contrats - Rétractation d'une promesse unilatérale de vente et appréciation de la viabilité du prix

10

Concurrence - Les clauses de parité tarifaire imposées par Booking.com ne sont pas des restrictions accessoires

22

Lefebvre Dalloz

 EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Suppression de l'interdiction d'user de la visioconférence par le conseil d'administration
- 5 - Juste motif de retrait d'une société de multipropriété
- 5 - Calcul du délai de mise en œuvre d'une garantie de passif
- 6 - Responsabilité d'un associé vis-à-vis des contractants de la société
- 7 - Inopposabilité aux tiers des actes non publiés au RCS

Entreprise en difficulté

- 8 - Condamnation d'un représentant permanent en comblement de passif
- 9 - Déclaration de la cessation des paiements

Contrats

- 10 - Promesse unilatérale de vente
- 11 - Appréciation de l'indépendance de l'agent commercial

Biens de l'entreprise

- 12 - Parasitisme
- 13 - Bail commercial à l'expiration du bail dérogatoire

Concurrence

- 14 - Modalités du contrôle du respect des délais de paiement
- 15 - Encadrement des promotions

Compliance

- 16 - Directive CSRD : questions-réponses de la Commission
- 18 - Antiblanchiment : autorité de supervision européenne

Et aussi...

- 20 - Lieu d'exécution d'un contrat de prestation de services
- 20 - Interprétation d'une clause d'arbitrage

Commentaires

- 22 - Clause de parité tarifaire
- 23 - Location meublée touristique

Veille

- 37 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



28

**RÈGLEMENT LISTING ACT :
MODIFICATION DES RÈGLEMENTS
ABUS DE MARCHÉ ET PROSPECTUS**

REVUE LAMY

Droit des Affaires

Chronique : Contrats d'affaires

Jean BRUSCHI, Cédric DUBUCQ, Tristan GIRARD-GAYMARD et Jacques MESTRE

- La reconnaissance unanime de la qualité d'associé au conjoint commun en biens qui a préalablement renoncé à revendiquer cette qualité
Deen GIBIRILA
- La portée de la non reprise des poursuites à l'issue de la clôture d'une liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
Gaëtan MARAIN
- La nouvelle directive européenne sur le devoir de vigilance : promotion des clauses éthiques et durcissement de la responsabilité civile des entreprises
Dalia BOUDJELLAL, Emmanuel DAOUD, Christine GENDRE
- La garantie du principe d'indépendance du franchisé en matière de franchise participative : étude jurisprudentielle
Aurélie DARDENNE
- Courtiers, service de conseil et crédits aux professionnels
Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

209 | MENSUEL
DÉCEMBRE 2024

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel de CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAOUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Brice Lemerrier

Ont collaboré à ce numéro :

Annabelle Grosjean, Victoria Mauriès, Rolanda Ondo, Brintha Selvachandran

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 65,34 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58
APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2024/209, n° 8080 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

Sommaire

ACTUALITÉS

FOCUS P. 4

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 7

SOCIÉTÉS COMMERCIALES P. 14

- La reconnaissance unanime de la qualité d'associé au conjoint commun en biens qui a préalablement renoncé à revendiquer cette qualité

Deen GIBIRILA

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ P. 19

- La portée de la non reprise des poursuites à l'issue de la clôture d'une liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif

Gaëtan MARAIN

PERSPECTIVES

CHRONIQUE P. 23

- Contrats d'affaires

Jean BRUSCHI, Cédric DUBUCQ, Tristan GIRARD-GAYMARD et Jacques MESTRE

ANALYSE P. 33

- La nouvelle directive européenne sur le devoir de vigilance : promotion des clauses éthiques et durcissement de la responsabilité civile des entreprises

Dalia BOUDJELLAL, Emmanuel DAOUD, Christine GENDRE

ETUDES P. 40

- La garantie du principe d'indépendance du franchisé en matière de franchise participative : étude jurisprudentielle P. 40

Aurélien DARDENNE

- Courtiers, service de conseil et crédits aux professionnels P. 46

Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°351 • Novembre 2024

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

PATRIMOINE ET DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE



ÉCLAIRAGE

Les freins
psychologiques
au développement
de l'amiable

CHRONIQUE

Vers une rationalisation
du droit de l'assurance-vie

DROIT & PATRIMOINE

NOVEMBRE 2024 • N° 351

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Les freins psychologiques au développement de l'amiable..... 6

C'est à l'occasion de la semaine de l'amiable que, le 17 octobre 2024, les barreaux de Marseille et d'Aix-en-Provence ont présenté une étude réalisée par le cabinet Egidio, avec le soutien de l'université d'Aix-Marseille et du premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, laquelle, grâce à la méthode éprouvée de la recherche action, offre un intéressant éclairage sur l'attitude des avocats et des magistrats face à l'amiable.

ENTRETIEN

Si toutes les bâtonnières du monde voulaient se donner la main... ..8

Le jeudi 24 octobre 2024, à l'occasion du 19e Women's Forum for the Economy and Society qui se tenait à la Maison de la Chimie, la vice-bâtonnière de Paris, Vanessa Bousardo, a lancé l'initiative Bâtonnières du Monde. Un collectif qui a vocation à rassembler les avocates qui exercent ou ont exercé des responsabilités au sein de leur barreau, avec pour objectif l'inclusion au sein de la société judiciaire et plus largement de la société civile.

PROFESSIONS

Présentation du nouveau bureau du CSN..... 10

Le 22 octobre 2024, le Conseil supérieur du notariat a élu les membres de son nouveau bureau pour les deux ans à venir et présenté les grandes lignes de la nouvelle mandature.

DOSSIER

PATRIMOINE et droit de l'Union européenne

- **Droit de propriété et principe de neutralité des traités..... 17**
Claude BLUMANN Professeur émérite de l'université Paris-Panthéon-Assas
- **La circulation des biens culturels
entre contrôle et interdiction..... 20**
Hélène DUPIN avocate associée au sein du cabinet HDA
et Marie ALLAND avocate au sein du cabinet HDA
- **Patrimoine et libre circulation des capitaux..... 23**
Fabrice PICOD Professeur à l'Université Paris-Panthéon-Assas
Directeur du centre de droit européen
- **Le patrimoine sous l'angle du droit de la concurrence :
la question des aides d'État 27**
Olivier PEIFFERT Maître de conférences (université Sorbonne
Nouvelle - ICEE) Référendaire au Tribunal de l'Union européenne (1)

SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE

ANALYSE

PROCÉDURE D'APPEL

**Le décret du 29 décembre 2023 : une réforme
a minima de la procédure d'appel**..... 12

CHRONIQUE

ASSURANCE-VIE

**Vers une rationalisation du droit de l'assurance-vie
Juillet 2023 à septembre 2024**..... 43

DROITS DES BIENS PUBLICS

**Chronique de droit des biens publics
1^{er} septembre 2023-1^{er} septembre 2024**..... 56

- **La fiscalité du patrimoine à l'épreuve
du droit de l'Union européenne**..... 30
Alexandre MAITROT DE LA MOTTE Professeur à l'université
Paris-Est Créteil Président d'université Paris-Est
- **Patrimoine, architecture, aménagement
du territoire**..... 33
Francis HAUMONT Professeur émérite de l'UCLouvain Avocat
- **Patrimoine et conflits européens de juridictions :
existe-t-il un for européen du patrimoine ?**..... 36
Petra HAMMJE et Valérie PIRONON Professeurs à Nantes Université
- **Patrimoine et conflits de lois**..... 39
Marie GORÉ Professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas Directrice
de l'Institut de droit comparé

Actualité des procédures collectives, n° 20 du 06 décembre 2024

Sommaire du numéro

Repère

PLAN DE CESSION

Agriculteur en difficulté : le sort du bail rural enfin laissé à l'appréciation du tribunal !

N° 233 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Contestation de la mise en vente d'un bien personnel de l'entrepreneur individuel

N° 234

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

L'exception d'inexécution ne suppose pas une déclaration de créance

N° 235 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

La déclaration de créance interrompt la prescription à l'égard du débiteur et du codébiteur jusqu'à la clôture de la liquidation judiciaire

N° 236

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DES CRÉANCES

Quand une cour d'appel confirme l'ordonnance du juge-commissaire ayant invité l'une des parties à saisir la juridiction compétente dans le délai d'un mois à compter de sa notification, l'arrêt se substitue à l'ordonnance attaquée et la notification de cet arrêt fait courir un nouveau délai de forclusion d'un mois

N° 237 - Par Thierry LE BARS

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INSTANCE EN COURS

Les instances reprises ne peuvent tendre qu'à la fixation du montant des créances antérieures

N° 238

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE CESSION

Procédure collective agricole : précisions sur le choix du repreneur des baux ruraux

N° 239

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | DESSAISSEMENT

Droit propre du débiteur à exercer une voie de recours contre une décision statuant sur des créances déclarées au passif de la procédure

N° 240

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DE L'ACTIF

Inapplication de l'interdiction des poursuites à la vente forcée de la résidence principale initiée par un créancier non professionnel

N° 241 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Exclusion de la qualité de dirigeant de fait d'une société mère

N° 242

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Exclusion de la qualité de dirigeant de fait d'une banque

N° 243

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Exclusion du passif né après l'ouverture de la procédure pour la détermination de l'insuffisance d'actif

N° 244

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DES TIERS

Irrecevabilité de l'action en responsabilité engagée par un associé contre le liquidateur de la société

N° 245

[Consulter le PDF](#)

Cahiers de droit de l'entreprise, n° 6 du 01 novembre 2024

Sommaire du numéro

Éditorial



RESPONSABILITÉ PÉNALE DES PERSONNES MORALES

Responsabilité pénale des personnes morales : l'absorbante est (de plus en plus) pénalement responsable de l'absorbée

N° 6 - Par Philippe BOUCHEZ EL GHOZI

[Consulter le PDF](#)

Deux mois déjà



DROIT DES AFFAIRES

Fraude au président : responsabilité du banquier en cas d'exécution d'un virement frauduleux.

N° 117

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Modernisation des modalités de réunion des assemblées et de consultation des organes de décision des sociétés commerciales.

N° 118

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Représentant de la masse des obligataires et mesure d'instruction avant tout procès : qualité pour agir.

N° 119

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Les think-tanks ne sont pas, par principe, des représentants d'intérêts.

N° 120

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Renforcement de l'équilibre femmes-hommes dans les organes de direction des sociétés.

N° 121

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Appréciation de la date de connaissance d'un vice caché dans une chaîne de contrats.

N° 122

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Travaux supplémentaires non couverts par un cautionnement : quid de l'opposabilité de la cession de créances envers le maître d'ouvrage ?

N° 123

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Spoofting téléphonique et responsabilité du banquier.

N° 124

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Tout savoir sur les contrôles des délais de paiement interentreprises.

N° 125

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Adaptation de la loi sur les influenceurs aux règles de l'UE.

N° 126

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Crédit d'impôt industrie verte (C3IV) : tolérance administrative relative à l'acquisition d'actifs corporels auprès d'une centrale d'achats.

N° 127

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Compétence territoriale des conseils de prud'hommes : une règle d'ordre public.

N° 128

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Caractérisation du coemploi.

N° 129

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Cotisation sociale - Urssaf : portée de la nullité de la mise en demeure.

N° 130

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Licenciement pour motif économique : précisions sur les offres de reclassement.

N° 131

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Reclassement du salarié inapte : l'employeur doit justifier du périmètre du groupe.

N° 132

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Indemnisation de la salariée dont le licenciement est nul en raison de sa grossesse et qui ne demande pas sa réintégration.

N° 133

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Renforcement de l'équilibre femmes-hommes dans les organes de direction des sociétés.

N° 134 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Tout savoir sur les contrôles des délais de paiement interentreprises.

N° 135 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

Table ronde



DEVOIR DE VIGILANCE

RSE et devoir de vigilance en droit du commerce international et droit de l'Union européenne/CSR and due diligence in international commercial law

N° 6 - Par Filali OSMAN , Ahmet CEMIL YILDIRIM , Bilal ATMANI , Nader M. IBRAHIM , Marcellin JEHL , Eliaz LE MOULEC , Sandrine CLAVEL , Gilles LHUILLIER , Benoît PIGÉ , Najet BRAHMI ZOUAOUI et Sofiane HEBIB

[Consulter le PDF](#)

Dossier



POLITIQUE INDUSTRIELLE

Régulation et politique industrielle

N° 36 - Par Sébastien PIMONT

[Consulter le PDF](#)

RÉGULATIONS SECTORIELLES

Le rôle des régulations sectorielles dans la mise en oeuvre d'une politique industrielle européenne

N° 37 - Par Emmanuel GLASER , Emmanuelle WARGON , Thierry GUIMBAUD , Roch-Olivier MAISTRE et Frédéric MARTY

[Consulter le PDF](#)

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

La régulation est-elle de nature à favoriser ou à ralentir le développement industriel de l'Intelligence artificielle en Europe ?

N° 38 - Par Marie-Laure DENIS , Emmanuel COMBE , Beatriz BOTERO ARCILA , Olivier FREGET et Julie KLEIN

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



DIRECTION GÉNÉRALE | CYBERRÉSILIENCE

La cyberrésilience au coeur des produits du marché européen

N° 26 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | TVA

Harmonisation européenne et entrée en vigueur de trois régimes de TVA

N° 27 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | BAIL COMMERCIAL

Du refus du renouvellement d'un bail commercial à la perte du droit à agir en réparation en cas de bail révolu « sans droit ni titre » et à la réaffirmation du droit au maintien dans les lieux

N° 28 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | LICENCIEMENT IRRÉGULIER

Heurs et malheurs du préjudice nécessaire en droit du travail

N° 29 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | DONNÉES PERSONNELLES

Clause de violation de données personnelles dans les contrats : retours d'expérience

N° 30 - Par Julie SCHWARTZ

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 49 du 09 décembre 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

L'ironie judiciaire

N° 1444 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCRÉATION MÉDICALEMENT ASSISTÉE

PMA post mortem : la disparition du « projet parental » justifie l'interdiction pour le Conseil d'État

N° 1445

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | NATIONALITÉ

Acquisition par déclaration : date à laquelle doit être appréciée la condition de durée de résidence habituelle en France

N° 1446

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Suppression de la compétence du JEX pour connaître des contestations portées à l'encontre des mesures d'exécution forcée de nature mobilière

N° 1447

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 novembre au 4 décembre 2024

N° 1448

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 novembre 2024

N° 1449

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES TERRESTRES

Assurance automobile obligatoire : clair-obscur autour du recours en contribution dirigé contre l'élève de moto-école et son assureur

N° 1450 - Par Agnès PIMBERT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Intervention en saisie des rémunérations sur le fondement d'une ordonnance portant injonction de payer : l'opposition recherche son point de départ

N° 1451 - Par Abdoul YATERA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 novembre au 4 décembre 2024

N° 1452

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 novembre 2024

N° 1453

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CIVILE DU BANQUIER

Précisions sur le droit applicable à certaines formes de « spoofing »

N° 1454 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 novembre 2024

N° 1455

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔTS ET CONTRIBUTIONS

Des avantages fiscaux sous condition de respect des obligations déclaratives

N° 1456 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Revenus distribués : échanges mère-fille

N° 1457 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Modification de l'article R. 221-19 du Code de l'énergie pour intégrer les nouvelles dispositions sur les certificats d'économies d'énergie

N° 1458

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 novembre au 4 décembre 2024

N° 1459

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 18 au 24 novembre 2024

N° 1460

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ACTES ADMINISTRATIFS

La compétence réglementaire du premier ministre démissionnaire élu au Parlement

N° 1461 - Par Marcia CHEVRIER

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DE DISCRIMINATION

Différence de traitement fondée sur l'âge

N° 1462 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT D'ACCÈS À UN TRIBUNAL

[Interprétation excessivement formaliste de la Cour de cassation](#)

N° 1463 - Par Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | SUBVENTIONS

[Défense contre les importations qui font l'objet de subventions de la part de pays tiers](#)

N° 1464 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TVA

[Distinction au regard de la TVA entre une somme indemnitaire et le paiement de la somme convenue](#)

N° 1465 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RÉFÉRÉ-LIBERTÉ

[Blocage temporaire du réseau social Tik Tok en Nouvelle-Calédonie](#)

N° 1466 - Par Sabrina LAVRIC

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

[L'avenir à construire !](#)

N° 1467 - Par Carole DUPOUEY-DEHAN

[Consulter le PDF](#)

[La Semaine de la doctrine](#)



CHRONIQUES | AVOCATS

[Avocats](#)

N° 1468 - Par Stéphanie GRAYOT-DIRX , Stéphane BORTOLUZZI , Cécile CASEAU-ROCHE , Charles VAUTROT-SCHWARZ et Frédéric FORGUES

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

[Droit et Intelligence artificielle](#)

N° 1469 - Par Gaëlle MARTI , Lucie CLUZEL-MÉTAYER et Samir MERABET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ARBITRAGE

[L'arbitrage international, un classique intemporel](#)

N° 1470 - Par Charles NAIRAC

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

[DOMAT : Le précurseur du Code civil - 1625-1696](#)

N° 1471

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNIVERSITÉS

[Reprise des travaux de la Conférence d'agrégation de droit privé et de sciences criminelles](#)

N° 1472

[Consulter le PDF](#)

[La Semaine du praticien](#)



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BÂTONNAT

3 Questions à Thomas Baudesson et Clarisse Surin, candidats au co-bâtonnat du barreau de Paris

N° 1473

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BÂTONNAT

3 Questions à Frédéric Chhum et Christine Maran, candidats au bâtonnat et au vice-bâtonnat du barreau de Paris

N° 1474

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BÂTONNAT

3 Questions à Louis Degos et Carine Denoit-Benteux, candidats au bâtonnat et au vice-bâtonnat du barreau de Paris

N° 1475

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BÂTONNAT

3 Questions à Hannelore Schmidt et Benoit Deniau, candidats au bâtonnat et au vice-bâtonnat du barreau de Paris

N° 1476

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | ORGANISATION JUDICIAIRE

Modification de diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire

N° 1477

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Nouvelle hausse du nombre de personnes sur les listes des jurés

N° 1478

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Montant de certains plafonds d'indemnisation devant la CIVI

N° 1479

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | CRIMES ET DÉLITS

10 ans des juridictions inter-régionales spécialisées

N° 1480

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 50 du 12 décembre 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

MARCHÉ FINANCIER

3 QUESTIONS - La réforme de la cote par les directives et le règlement européens du 23 octobre 2024

N° 956 - Par Thierry BONNEAU

ENTREPRISE

Transition carbone : publication d'un guide sur l'analyse de la performance des entreprises

N° 957

BIBLIOGRAPHIE

Les contrats électroniques. Principaux régimes d'indemnisation

N° 958

BIBLIOGRAPHIE

Les cyberrisques

N° 959

DONNÉES CHIFFRÉES

Formation professionnelle des CAC : bilan 2023

N° 960

Actualités

AFFAIRES | AVOCAT

Secret professionnel de l'avocat : résistance et incohérence des juridictions françaises

N° 961 - Par Margot SEVE , Joydeep SENGUPTA et David APELBAUM

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Union des marchés des capitaux : les textes portant révision du paquet « EMIR » sont publiés

N° 962

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Modifications du règlement général de l'AMF : nouvelles obligations pour les sociétés de gestion de portefeuille et les FCPR

N° 963

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Mesures d'adaptation du Code de la consommation à l'entrée en vigueur du règlement européen sur la sécurité des produits

N° 964

AFFAIRES | VENTE

Promesse unilatérale de vente : engagement définitif du promettant et date d'appréciation de la viabilité du prix

N° 965

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Obligation de reclassement du salarié inapte : l'employeur doit agir rapidement

N° 966

SOCIAL | DISCRIMINATION

Le Conseil constitutionnel saisi sur la rétroactivité de l'action de groupe en matière de discrimination

N° 967

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Mises à jour du BOSS : précisions sur les allègements généraux, avantages en nature et effectif au 1er décembre 2024

N° 968

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Délai de prescription de la demande en rappel de salaire liée à la contestation de la qualité de cadre dirigeant

N° 969

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Logement de fonction : défaut de déclaration de cet avantage en nature par l'employeur

N° 970

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Imposition minimale mondiale : nouvelles obligations déclaratives

N° 971

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Revenus distribués : échanges mère-fille

N° 972

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Réductions d'impôt en faveur des jeunes entreprises innovantes

N° 973

FISCAL | LOI DE FINANCES

Rejet des textes budgétaires : et maintenant ?

N° 974

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE

RSE

N° 1361 - Par Bernard TEYSSIÉ

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Cession de parts sociales et déterminabilité du prix

N° 1362 - Par Cédric LATIL

AFFAIRES | CONCILIATION

L'obligation de confidentialité à l'épreuve de la réglementation prudentielle bancaire : une conciliation top secrète !

N° 1363 - Par Antoine BRÛLÉ

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

REDRESSEMENT JUDICIAIRE - État des créances - Contestation - Ordre des paiements - Privilège de new money - Créancier gagiste

N° 1364

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

CONCILIATION - Office du juge - Résiliation d'un contrat - Suspension

N° 1365

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le parasitisme selon la Cour de cassation

N° 1366 - Par Aurélie BALLOT-LÉNA et Georges DECOQC

AFFAIRES | INFRACTIONS ÉCONOMIQUES

Présentation de l'AMLA, la nouvelle Autorité européenne de LCB-FT

N° 1367 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

AFFAIRES | ASSURANCE SUR LA VIE

Les EMTN admis sur un marché reconnu peuvent constituer les supports d'un contrat d'assurance sur la vie en unités de compte

N° 1368 - Par Pauline PAILLER

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

BANQUE - Responsabilité du banquier - Virement - Principe de non-ingérence - Investissement financier - Lutte contre blanchiment et le financement du terrorisme

N° 1369

SOCIAL | ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

La vacance d'un siège par annulation de l'élection d'un candidat appartenant au genre surreprésenté

N° 1370 - Par Franck PETIT

FISCAL | PRIX DE TRANSFERT

Prix de transfert : la CAA de Paris prend position sur la facturation de services intragroupe à prix coûtant et sur l'application de la jurisprudence SOFINA sur les revenus réputés distribués à l'étranger

N° 1371 - Par Romain DESMONTS et Rémi DALMAU

Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 6 du 01 novembre 2024

Sommaire du numéro

Repère



PROCÉDURE DE TRAITEMENT DE SORTIE DE CRISE

La PTSC, une procédure à (re)découvrir

N° 6 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

Alertes



ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

15 juin - 15 août 2024

N° 36 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

FOCUS | HOMMAGE

Hommage à Stephen Almaseanu (1968-2024)

N° 37 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Une année record en matière de défaillances d'entreprises selon l'AGS

N° 38

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRÊT GARANTI PAR L'ÉTAT

Prêt garanti par l'État : les entreprises pourront-elles rembourser ? Éclairage du Conseil d'analyse économique

N° 39

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCE D'ENTREPRISE

Altares publie son étude relative aux défaillances et sauvegardes d'entreprises

N° 40

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCE D'ENTREPRISE

Défaillances d'entreprises : bilan au 3e trimestre 2024 du groupe BPCE

N° 41

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉLAIS DE PAIEMENT

Stabilisation des délais de paiement des fournisseurs en 2023

N° 42

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRENEURS EN DIFFICULTÉ

Dispositif APESA et déontologie des juges des tribunaux de commerce : prévenir les risques d'atteinte à l'indépendance et à l'impartialité

N° 43

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | NOTES DE LECTURE

Notes de lecture

N° 44 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | CODES DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Code des entreprises en difficulté 2025

N° 45

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | OUVRAGES

IA générative et professionnels du droit : Comprendre et s'approprier la langue des probables

N° 46

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

Du 1er octobre au 20 novembre 2024

N° 47

[Consulter le PDF](#)

Chronique



JURISPRUDENCE LOCALE

Jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté

N° 2 - Par Maxime COTTIGNY , Christophe DELATTRE , Marjorie EECKHOUDT , Bertille GHANDOUR , Véronique BOURGNINAUD et Denis VOINOT

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



ASPECTS PROCÉDURAUX | ACTION

Formalisme de l'assignation du dirigeant poursuivi en sanctions patrimoniales et professionnelles

N° 140 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | ACTION

Sanctions patrimoniales : modalités de convocation du dirigeant

N° 141 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | VOIES DE RECOURS

Désignation d'un technicien : pas d'appel du jugement

N° 142 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | VOIES DE RECOURS

Admission au passif : appel et indivisibilité du litige

N° 143 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS EN COURS | CONTRAT D'ENTRAIDE AGRICOLE

Le contrat d'entraide agricole est-il un contrat en cours ?

N° 144 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS EN COURS | BAIL COMMERCIAL

Bail commercial : allongement du délai de répit !

N° 145 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS EN COURS | CONTINUATION

La continuation des contrats en cours à l'épreuve des opérations sur instruments financiers

N° 146 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | APPORTS DE TRÉSORERIE

Apports de trésorerie dans le plan : privilège de post money

N° 147 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRÉANCE ENVIRONNEMENTALE

Créances de mise en sécurité des ICPE

N° 148 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | PÉRIODE DE NAISSANCE DE LA CRÉANCE

Les créances nées au cours de l'exécution du plan ne sont pas privilégiées

N° 149 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE CHRONOLOGIQUE

Naissance à la date de conclusion du contrat de garantie de la créance de remboursement du garant

N° 150 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE TÉLÉOLOGIQUE

Utilité variable des créances fiscales

N° 151 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE TÉLÉOLOGIQUE

Une indemnité transactionnelle peut être privilégiée

N° 152 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE TÉLÉOLOGIQUE

Inutilité de la créance de dommages-intérêts

N° 153 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE CHRONOLOGIQUE

Antériorité de la créance de réparation pour un dommage survenu avant l'ouverture de la procédure

N° 154 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE TÉLÉOLOGIQUE

Inutilité de la créance de restitution consécutive à la résolution du contrat

N° 155 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | PRIVILÈGE DE PROCÉDURE

L'auteur de l'exercice du privilège de procédure

N° 156 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | COMPENSATION

Interdiction du paiement par compensation avec une créance de restitution née de l'annulation d'un paiement fait en période suspecte

N° 157 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRÉANCE IRRÉGULIÈRE

La créance de restitution irrégulière est « hors procédure »

N° 158 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRÉANCE IRRÉGULIÈRE

Le créancier non privilégié retrouve son droit de poursuite à la clôture de la procédure

N° 159 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRÉANCE POSTÉRIEURE INUTILE

Les créances postérieures régulières mais « inutiles » doivent être déclarées au passif

N° 160 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE TÉLÉOLOGIQUE

La compensation est subordonnée à la déclaration de la créance

N° 161 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CAUTIONNEMENT

Le bénéfice de cession d'action ou de subrogation n'est pas applicable à l'aval

N° 162 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CAUTIONNEMENT

Déclaration de créance : quelles incidences sur la prescription de l'action de la caution contre la sous-caution ?

N° 163 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CAUTIONNEMENT

Cautionnement partiel et imputation des paiements

N° 164 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

PLANS | ADOPTION DU PLAN DE CONTINUATION

Contrôle du respect du meilleur intérêt dans le plan adopté par les classes de parties affectées

N° 165 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | RÉOLUTION DU PLAN DE CONTINUATION

La violation d'une inaliénabilité décidée dans le plan n'empêche pas la résolution dudit plan

N° 166 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | CONTENU DU PLAN DE CESSION

La charge de restitution de quotas d'émission de gaz à effet de serre est transmise au cessionnaire

N° 167 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | EXÉCUTION DU PLAN DE CESSION

Résiliation d'un contrat cédé au cessionnaire en raison de l'inexécution d'une obligation antérieure reprise par celui-ci

N° 168 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

La conclusion d'un contrat d'apprentissage constitue un acte de gestion courante ne nécessitant pas l'autorisation du juge-commissaire

N° 169 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

Information du salarié sur la conséquence précise sur l'emploi dans le cadre du contrat de sécurisation professionnelle

N° 170 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Offre de reclassement : une simple mention d'un éventuel entretien ultérieur ne suffit pas

N° 171 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Groupe de sociétés : interroger une majorité de sociétés ne suffit pas

N° 172 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | GARANTIE DES SALAIRES

Créances couvertes par l'AGS suivant le jugement de liquidation

N° 173 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT

La manifestation de la volonté irrévocable de rompre le contrat de travail avant l'entretien préalable constitue un licenciement verbal

N° 174 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAUTES DE GESTION

Détournement d'actif sur présomption de l'Administration fiscale

N° 175 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | PRÉJUDICE INDIVIDUEL D'UN CRÉANCIER

[Droit propre des créanciers ayant subi un préjudice individuel causé par une faute séparable des fonctions à engager la responsabilité personnelle des dirigeants](#)

N° 176 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAILLITE PERSONNELLE

[Dirigeant dont la démission n'a pas été publiée : motifs impropres à caractériser une gestion de fait](#)

N° 177 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | INTERDICTION DE GÉRER

[Défaut de déclaration de la cessation des paiements du dirigeant de fait : non-lieu à renvoi d'une QPC](#)

N° 178 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT

[Réduction des concours bancaires sans respecter de délai de préavis : situation irrémédiablement compromise de la société débitrice](#)

N° 179 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

[Dossier](#)



ENVIRONNEMENT

[Protection de l'environnement et droit des entreprises en difficulté](#)

N° 25 - Par Denis VOINOT

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE

[La créance environnementale dans la liquidation judiciaire après la loi Industrie verte](#)

N° 26 - Par Blandine ROLLAND

[Consulter le PDF](#)

ENVIRONNEMENT

[La cession de sites pollués après la loi Industrie verte : nouvelles interférences avec l'obligation administrative de remise en état](#)

N° 27 - Par David DEHARBE

[Consulter le PDF](#)

ENVIRONNEMENT

[Le comportement d'un dirigeant d'une entreprise judiciairement liquidée face au droit de l'environnement](#)

N° 28 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

ENVIRONNEMENT

[Vers une responsabilité civile pour défaut de soutien d'un partenaire défaillant ?](#)

N° 29 - Par Denis VOINOT

[Consulter le PDF](#)

[Fiche pratique](#)



PRÊTS

La déclaration des prêts et des intérêts

N° 4 - Par Michel DI MARTINO

[Consulter le PDF](#)

À la une

Hypertrophie de la surprise *versus* absence de consentement ? Telle est la question

étude par Carole HARDOUIN-LE GOFF

Plusieurs arguments convainquent juridiquement de la nécessaire intégration de l'absence de consentement dans le texte d'incrimination du viol. En l'état, ce dernier heurte, à plus d'un titre, le principe de la légalité des délits et des peines et fait ici perdre au droit pénal sa portée normative.

OUI
NON

© Gazette du Palais

Actualité

CRFPA : vers une hausse des différentes sources de financement ?

focus

Technique

Le contrat de collaboration libérale : en connaître les règles pour éviter les contentieux

étude par Clément BOIROT

Jurisprudence

Précisions autour de l'intensité des présomptions de faute et de causalité pesant sur le garagiste

note par Anthony TARDIF
sous Cass. 1^{re} civ., 16 oct. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

- Alain SAURET

Président du conseil scientifique de FIDERE Avocats

- Alexis BUGADA

Professeur à l'université d'Aix-Marseille

- Geoffroy DE RAINCOURT

Avocat au barreau de Paris, associé gérant, FIDERE Avocats

AVEC LA PARTICIPATION DE

Yvan ANGUI, Mélanie ATINDÉHOU-LAPORTE, Jessica ATTALI-COLAS, Anaëlle CAPPELLARI, Marina DOITHIER, Salira HARIR, Benjamin IVANIER, Pierre LE COHU, Géraud MÉGRET, Thibault PINATEL, Léopoldine ROCHE, Delphine RONET-YAGUE, Vincent ROULET, Sophie SERENO, Christine SIHARATH et Caroline VANULS



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationsclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuilletable numérique : 264,44 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuilletable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL471a5 ■ CRFPA : vers une hausse des différentes sources de financement ? 3
- GPL471d5 ■ Rentrée du barreau de Paris : le bâtonnier Pierre Hoffman défend l'ouverture de la profession sur le monde économique 5
- GPL471d3 ■ Violences et sexisme : la magistrature n'est pas épargnée 6
- GPL471b7 ■ ACE-Avocats, Ensemble : les axes prioritaires de la nouvelle mandature
entretien avec Yasmine DEVILLE 8

Technique

- GPL471c1 ■ Le contrat de collaboration libérale : en connaître les règles pour éviter les contentieux
étude par Clément BOIROT 10

Doctrine

- GPL470u5 ■ Hypertrophie de la surprise *versus* absence de consentement ?
Telle est la question
étude par Carole HARDOUIN-LE GOFF 13

Jurisprudence

- GPL470j8 ■ Précisions autour de l'intensité des présomptions de faute et de causalité pesant sur le garagiste
note par Anthony TARDIF sous Cass. 1^{re} civ., 16 oct. 2024 17
- GPL470v6 ■ Une responsabilité du fait des actes de gouvernement en trompe-l'œil ?
note par Maxime CHARITÉ sous CE, ass., avis, 24 oct. 2024 20
- GPL470s9 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 23
- GPL470s0 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 27
- GPL470y9 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme
par Catherine BERLAUD 30
- GPL470c7 ■ Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité
sous la direction scientifique de Dominique ROUSSEAU
avec la collaboration de Céline GUIBÉ, Nicolas MICHON, Thomas PEZ-LAVERGNE,
Coralie RICHAUD et Sylvie SALLES <https://lext.so/GPL470c7>



Gazette Spécialisée

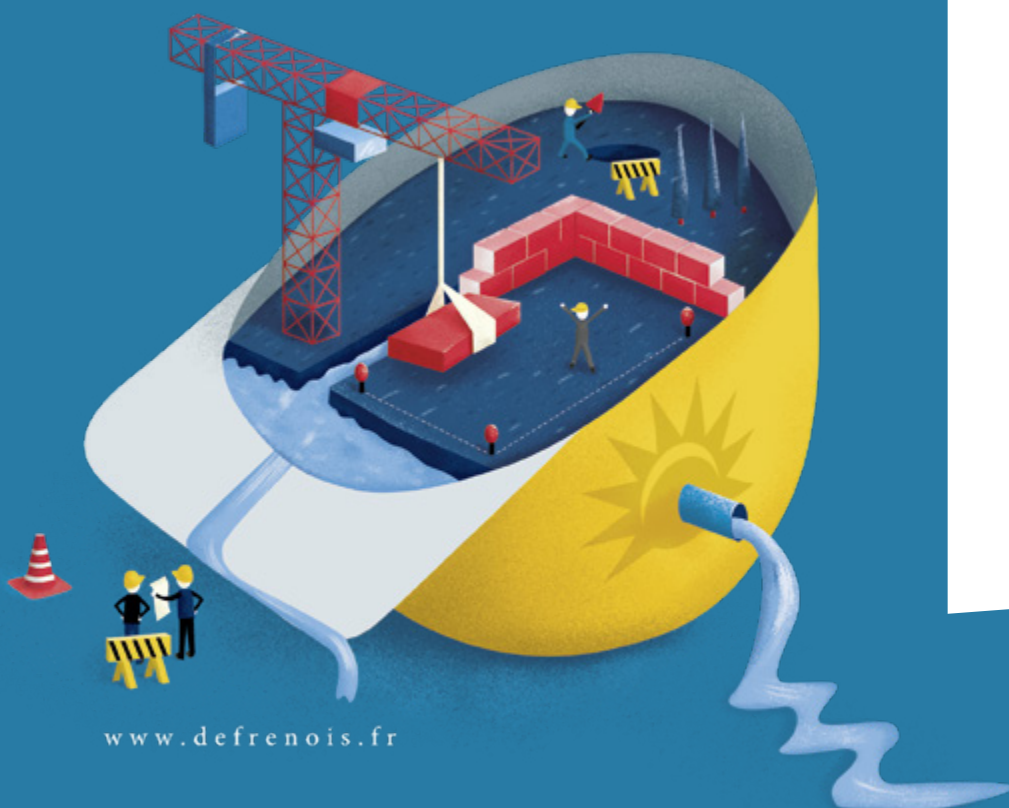
DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE 31

Sous la responsabilité scientifique de
Alain SAURET, Alexis BUGADA
et Geoffroy DE RAINCOURT

DOCTRINE P. 17

IMMOBILIER

Le droit de superficie : un droit réel applicable à la division d'un bien immobilier entre propriétaire du fonds et propriétaire de l'espace

par *Laetitia Tranchant*

www.defrenois.fr

ACTUALITÉS P. 5

ENTREPRISE

Les décisions des associés d'une SAS doivent réunir au moins la majorité des voix exprimées

IMMOBILIER

La renonciation à la mitoyenneté d'une haie nécessite un acte notarié qui doit être publié au service de la publicité foncière

PROFESSIONS

Retouches mineures de certaines dispositions statutaires de la profession notariale

PRATIQUE P. 11

PROFESSIONS

Le notaire à l'épreuve de l'opposition régulière formée par le syndicat des copropriétaires

par *Alban Gratadeix***CHRONIQUES** P. 22

RURAL

Droit rural

par *François Delorme, Didier Krajeski*
et *Franck Roussel*

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF223f2 ■ Les décisions des associés d'une SAS doivent réunir au moins la majorité des voix exprimées

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF223e7 ■ La renonciation à la mitoyenneté d'une haie nécessite un acte notarié qui doit être publié au service de la publicité foncière

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF223e8 ■ La vileté du prix s'apprécie à la date de la promesse de vente et non à celle de la levée de l'option

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF223e9 ■ Conditions de la renonciation efficace à l'usufruit

PROFESSION

DEF223f0 ■ Retouches mineures de certaines dispositions statutaires de la profession notariale

PRATIQUE P. 11

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF223b0 ■ Le notaire à l'épreuve de l'opposition régulière formée par le syndicat des copropriétaires par **Alban Gratadeix**

DOCTRINE P. 17

DEF222x0 ■ Le droit de superficie : un droit réel applicable à la division d'un bien immobilier entre propriétaire du fonds et propriétaire de l'espace par **Laetitia Tranchant**

CHRONIQUES P. 22

DEF223a9 ■ Droit rural par **François Delorme, Didier Krajeski** et **Franck Roussel**

VIE PRO P. 30

OFFRES ET DEMANDES P. 34

INDICES P. 36
